

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [93] (2005)
Heft: 1497

Artikel: "S'il y a quelque chose qui n'a encore jamais été essayé au regard de l'Histoire, c'est bien l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est temps que l'humanité avance sur ses deux pieds"

Autor: Gaillard, Catherine / Balleys, Valérie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282918>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« S'il y a quelque chose qui n'a encore jamais été essayé au regard de l'Histoire, c'est bien l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est temps que l'humanité avance sur ses deux pieds »

Catherine Gaillard est l'actuelle présidente du Conseil municipal de la ville de Genève. Conteuse professionnelle, mère d'un enfant, elle est élue municipale au sein du parti « Solidarités » et candidate malheureuse aux élections cantonales du 9 octobre dernier. Militante féministe au sein du mouvement Femmes en colère ainsi qu'au sein de Lestime (communauté lesbienne de Genève), elle se présente comme une femme de gauche très engagée.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALÉRIE BALLEYS

L'émilie : Comment avez-vous été amenée à vous investir en politique ?

La politique, j'y suis tombée dedans lorsque j'étais petite ! Je suis issue d'une famille militante communiste, engagée dans les luttes syndicales. Mes premiers souvenirs d'enfance me renvoient aux manifestations que je passais sur les épaules de mon père ou à distribuer des tracts dans les boîtes aux lettres. Puis, adulte, j'ai vécu toute une période de latence. Cela ne veut pas dire que je ne me sentais pas concernée par la politique, au contraire, mais de là à être élue... Je me suis engagée à nouveau lorsque j'ai commencé à militer pour Lestime. A l'époque, il s'agissait encore du Centre femmes Nathalie Barney qui était très mal loti. J'ai donc milité auprès des politiques pour obtenir des subventions, des locaux décents. Puis, en 2001, Anita Cuenot du parti Solidarités m'a proposé de me présenter pour la campagne pour le Grand Conseil, elle recherchait en effet des femmes militantes. Je n'étais pas très enthousiaste, mais pour me convaincre elle a su éveiller ma curiosité en me disant « crois-tu que c'est quelque chose qui se présente souvent dans la vie d'une femme d'être députée ? ». La réponse était forcément non. Et « n'es-tu pas curieuse de voir à quoi ça ressemble ? » et là, j'ai dit oui. Je ne regrette pas ce choix car cela me semble primordial d'aller défendre des idées auxquelles on croit là où les décisions se prennent. Moi-même je n'y serais jamais allée, mais pour défendre ces idées-là, oui ! Et je me présentais en tant que lesbienne. Depuis longtemps j'attendais que quelqu'un le fasse, mais on attend toujours que cela vienne de quelqu'un d'autre, en fait, il faut le faire soi-même !

L'émilie : En tant qu'élue et militante lesbienne, pensez-vous que l'homophobie soit présente au sein de la classe politique ?

A Genève peut-être cela est-il plus facile qu'ailleurs puisque après tout, j'ai été élue en tant que lesbienne. Au sein du Conseil municipal en tout cas, je ne constate pas d'attitudes homophobes, toutefois je ne peux pas généraliser cela à tous les partis. Pour l'anecdote, lors de mon investiture comme présidente du Conseil municipal, j'ai fait un discours où j'ai notamment évoqué la question de l'homosexualité et l'ensemble du parti libéral s'est à ce moment levé et a quitté la salle. Après la cérémonie, leur chef de file est venu me trouver pour me signifier que « cela relève du domaine de la vie privée ». Bref, il nous renvoyait dans notre placard, mais nous on a mis du temps à en sortir de ce placard. Je lui ai répondu que j'avais été élue comme militante de Lestime et qu'il était donc de mon devoir d'en parler. Bien sûr, je préférerais vivre dans un monde où tout cela n'a pas d'importance, mais ce n'est malheureusement pas le cas. Me présenter ainsi comme lesbienne n'est d'ailleurs aucunement une provocation, ce n'est pas que j'en sois fière ou pas fière, la question ne se pose pas non plus si l'on est hétérosexuel-le. Il s'agit d'un devoir que nous avons pour ceux qui souffrent encore et il faut rappeler notamment que la première cause de suicide chez les adolescents reste la découverte de leur homosexualité.



DR

L'émilie : Vous vous êtes aussi investie dans la campagne pour le oui au partenariat en juin dernier, le résultat a-t-il été une grande satisfaction pour vous ?

Le partenariat a été accepté à 58%, cela veut aussi dire qu'il reste 42% de la population à convaincre que les personnes homosexuelles ne sont pas des Martiens. Toutefois, je considère le partenariat comme une loi homophobe, une loi d'exception qui nous empêche l'insémination et l'adoption. Nous avons été obligées de voter cette loi puisque nous voulions, il est vrai, une reconnaissance des couples de même sexe. Mais aucune loi ne peut empêcher qui que ce soit d'avoir des enfants. Les homosexuel·les aussi ont le désir de devenir parents. A une certaine époque peut-être, reconnaître son homosexualité, c'était renoncer à sa parentalité, c'était d'ailleurs un discours militant, mais aujourd'hui c'est différent. Il va donc falloir repartir en campagne car nos enfants existent, ils sont là et n'ont pour l'instant pas de cadre légal, pas de protection de l'Etat. Il faut une reconnaissance des familles homoparentales. Aujourd'hui le modèle de la famille traditionnelle avec un père et une mère ensemble pour la vie n'est de loin plus dominant. La famille éclate dans des formes toujours plus inventives. Les études, notamment aux Etats-Unis, faites sur plusieurs générations montrent que les enfants qui vivent dans cette situation n'ont ni plus ni moins de problème que les autres, du moment que leur famille le vit bien et n'a pas besoin de vivre cachée de peur du regard des autres. Partons vraiment du point de vue des enfants, améliorons leur situation à eux en reconnaissant notamment l'adoption interne. Quant au droit de recourir à l'insémination artificielle pour un couple de femmes, d'un point de vue féministe, je trouve cela vraiment intéressant, car on se rend compte qu'une femme lesbienne n'a pas accès à ce que la science peut proposer, sous simple prétexte qu'elle refuse de coucher avec des hommes, car si l'on s'en tenait à une position naturaliste, personne n'aurait le droit de recourir à l'insémination. Si ceci n'est pas de la discrimination!

L'émilie : Quel est votre sentiment en tant que féministe et candidate de gauche au lendemain des résultats des élections au Grand Conseil genevois ?

Ce quorum de 7% est vraiment un déni démocratique et on le voit particulièrement au lendemain de ces élections. Les quorums ne visent qu'à une seule chose : permettre aux grands partis de s'assurer une suprématie. Aujourd'hui, à Genève, 15% des électeurs ne seront pas représentés et ce n'est pas tolérable.

Par contre, concernant la représentation des femmes, le «vote femme» a vraiment eu lieu, il faudrait d'ailleurs que les partis en tiennent compte. Si l'on regarde du côté des sièges récoltés par les partis de gauche (Verts et Socialistes), les femmes sont majoritaires. Et en considérant tous les partis, on a actuellement 31% de femmes au Grand Conseil, ce qui représente une amélioration par rapport aux 25% de la législature qui s'achève.

L'émilie : Les élections pour le Conseil d'Etat auront lieu en novembre. On se souvient qu'au moment de l'éviction de la candidature de l'écologiste Fabienne Bugnon, vous aviez appelé à voter blanc à gauche et donc à boycotter les candidats masculins, pouvez-vous expliquer cette position ?

Oui, c'était un coup de gueule. Au lendemain de l'éviction de Fabienne Bugnon au profit de deux hommes, on nous a dit «mais ce n'est pas grave, dans quatre ans vous aurez la possibilité de présenter une femme». Mais ça fait cinq mille ans qu'on nous demande d'attendre quatre ans, or là il se trouve que l'on est un peu prise d'impatience. Et si à leur avis c'est si facile d'attendre, ils n'ont qu'à eux aussi attendre quatre ans !

L'émilie : Et quel est votre sentiment actuel sachant qu'à moins d'un changement de dernière minute, il n'y aura pour finir aucune candidate de gauche à l'exécutif et que l'unique candidate parmi six hommes sera la libérale Micheline Spoerri ?

Avec le mouvement des Femmes en colère, nous appelons les partis de gauche à reconsidérer les personnes qu'ils présentent aux élections du 13 novembre. Mais je dois dire que je ne me fais pas trop d'illusions.

En tant que femme de gauche, je reconnais que dans la situation actuelle il est difficile d'appeler au boycott et de se retrouver dans un gouvernement monocouleur de droite. Rien n'est encore véritablement décidé mais ce qui est sûr, c'est que nous en voulons beaucoup aux partis de gauche (Verts et Socialistes) qui ne présentent aucune femme, j'espère qu'ils n'en sont pas fiers. Quoi qu'il en soit, si ces hommes sont élus, nous allons surveiller de près ce qui se passe dans leurs Départements du point de vue de l'égalité entre les sexes. Car ils ont beau nous dire «nous représentons aussi les femmes», personnellement je n'en suis pas si sûre. Par exemple, depuis que Charles Beer (Socialiste) est en charge du Département de l'instruction publique le nombre de femmes cadres a chuté, à l'Université la nomination de Professeures n'est pas favorisée et la question de l'égalité, notamment concernant le contenu des manuels scolaires, a été mise aux oubliettes. Si ces Messieurs veulent qu'on les soutienne, ce sera donc à certaines conditions, à commencer par le fait qu'ils respectent la loi sur l'Egalité.

L'émilie : Les femmes étant encore sous-représentées en politique, que pensez-vous des actions positives pour effacer les inégalités entre les sexes, notamment les quotas ou la parité ?

Pour nous il n'est plus question d'avoir des quotas, ce que l'on veut c'est la parité. Quand on a justement dans le cadre des élections genevoises prononcé le mot de boycott, voyant qu'aucune femme n'allait pouvoir se présenter, on nous a tout de suite dit : «la prochaine fois nous allons faire des quotas», mais les quotas ne sont plus d'actualité, ce que l'on veut c'est la parité. A Genève, il y a 53% de femmes dans la population, nous voudrions atteindre 50% de femmes comme représentantes en politique. S'il y a quelque chose qui n'a encore jamais été essayé au regard de l'Histoire, c'est bien l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est temps que l'humanité avance sur ses deux pieds.